

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4704 - Lundi 09 Septembre 2024 - Prix : 200 Fc

BOURSE TWAMAYA YA MAWUDU:

Vingt-huit bénéficiaires



laureats de la bourse
Twamaya ya mawudu.

DISPARITION DE L'ARTISTE BOURGUIBA GUIBS
Une onde de choc émotionnelle

LIRE PAGE 5

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

05 Rabioul Awal 1446

**Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Septembre 2024**

Lever du soleil:

06h 07mn

Coucher du soleil:

18h 04mn

Fadjr : 04h 54mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 17mn

Maghrib: 18h 07mn

Incha: 19h 21mn



9ÈME FOCAC:

Moroni et Beijing au même diapason

C'est en tout cas ce qui ressort du discours du chef de l'Etat comorien tenu à Beijing capitale de la République Populaire de Chine lors du sommet du forum, sino-africain du 04 au 06 septembre dernier. « Je réitère l'engagement de mon pays à toujours œuvrer, de concert avec la République Populaire de Chine », déclare Azali Assoumani. Plusieurs chefs d'Etats africains avaient pris part à l'un des plus grands rendez-vous diplomatiques entre l'empire du milieu et le continent Africain.

C'est toujours un moment attendu dans le calendrier diplomatique sino-africain. Tous les trois ans depuis 1995, la Chine et les pays africains se retrouvent pour parler de coopération et consolider ce partenariat qui semble inébranlable et au détour renforcer le cadre bilatéral entre la Chine et les pays africains individuellement. Lors de son intervention au grand palais de Beijing, le président Azali a vanté la coopération sino-comorienne qui fêtera ses 50 ans l'année prochaine. « la République Populaire de Chine qui a toujours soutenu le développement socioéconomique du pays et qui lui a permis de lancer un processus de développement de valeurs et d'approches partagées visant à favoriser le dialogue inclusif et constructif et de se

doter d'une stratégie visant son émergence d'ici 2030 », comme celle qui a permis de tracer les sillons d'une stratégie de développement dont le point d'orgue est l'émergence.

Azali Assoumani, est aussi revenu sur le soutien de la Chine au continent africain à adhérer aux organisations multilatérales. « L'Afrique et les pays en développement remercient la Chine, pour son soutien à l'adhésion de l'Union Africaine au G20, à l'augmentation de la représentation des pays en développement, en particulier des

pays africains au Conseil de sécurité des Nations Unies et dans les autres organismes de l'ONU », dit-il. L'adhésion au G20 est particulièrement une fierté pour le président comorien car, elle s'est concrétisée quand celui-ci assurait la présidence tournante de l'Union Africaine. Cet appui de la Chine au continent africain tiendrait, à en croire le chef de l'Etat au « principe d'égalité de tous les pays », auquel la Chine est restée la plus grande fervente.

Particulièrement engagé dans la lutte contre le dérèglement climatique qui touche en particulier les

petits Etats insulaires en développement (P.I.E.D), Azali de saluer « la reconnaissance de ces particularités et l'attention toute particulière accordée à l'économie bleue par le Forum sino-africain », tout en renouvelant sa confiance à la Chine pour la poursuite de son appui aux petits Etats en développement. « Notre souhait de voir la Chine continuer à jouer le rôle très actif qui a toujours été le sien, dans la promotion du développement de ces pays ».

Le chef de l'Etat comorien est revenu sur les dossiers sensibles du

moment notamment le génocide en cours dans la bande de Gaza depuis bientôt un an, sous le regard impuissant de la communauté internationale. « Le génocide qui se déroule sous nos yeux en Palestine et les effets de la guerre en Ukraine ainsi que les conflits intra et interétatiques en Afrique, doivent nous interpeller et nous appelons la communauté internationale à agir avec nous pour y apporter des solutions justes et durables » conclut-il.

Imtiyaz

ANNULATION DE VOLS DE ROYAL AIR :

A Mohéli des passagers se plaignent

En cette période de fin des vacances où plusieurs familles souhaitent regagner leurs lieux de travail, les annulations de vol Bandar es Salam - Hahaya sont devenues quotidiennes chez la compagnie Royal Air. Certains clients se disent maltraités et d'autres ratent leurs correspondances, sans aucune prise en charge. Pour le moment, la compagnie ne s'est pas encore prononcée sur le sujet.

"J'avais prévu de partir d'ici (Mohéli) le 31 août et pour éviter des problèmes, j'ai pris mon billet à l'avance, soit le 16

août. Car j'avais une correspondance le dimanche 1er septembre de EWA air pour destination de Mayotte puis la France », explique les larmes aux yeux Sittina Ali Solihi sur une vidéo qui est devenue virale. Informée la veille de son départ qu'elle sera positionnée sur le deuxième vol, qui a été déjà annulé, elle s'était présentée quand même, à la première heure à l'agence afin d'avoir des explications. C'est là où son calvaire commence.

« A l'aéroport de Bandar es Salam, on m'a maltraité et humilié. On m'a dit d'aller voir les passagers qui se trouvaient à la salle d'attente

si quelqu'un peut me céder sa place. Et personne n'a levé les yeux sur moi, malgré mes doléances », a-t-elle regretté. Finalement Stitna et ses 3 enfants sont partis tardivement, le lendemain alors que son vol d'Ewa Air est parti dans la matinée. Le plus difficile, elle n'a pas été prise en charge par la compagnie Royal Air, et ce malgré le désagrément.

Sittina n'est pas la seule, d'autres personnes sont aussi confrontées à ce problème. Un autre passager à Mohéli, nous a confié qu'il a dû supplier quelqu'un pour lui céder sa place afin de rattraper sa correspondance. D'autres se sont vus retirer de

la liste sans explication. C'est le cas de Sitty Nour, son vol a été annulé à deux reprises.

Pour comprendre les raisons de ces annulations, La Gazette des Comores s'est rendue à l'agence de Royal Air à Mohéli. Cette dernière nous a dirigés vers Moroni. « Les décisions sont prises à Moroni », nous a répondu un membre de l'équipe en nous donnant le numéro du chef d'exploitation. Après plusieurs tentatives (appel et message), ce dernier n'a pas donné suite à notre requête. Nous y reviendrons.

Riwad



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Moroni, le 4 septembre 2024



Le Forum des Partenaires au Développement (FPaD)* de l'Union des Comores a tenu sa troisième réunion trimestrielle de l'année, le 04 septembre 2024. La réunion a été co-présidée par Son Excellence Monsieur Abdel Halim Abdel Wanis Al-Shehaibi, Ambassadeur de Lybie en Union des Comores, et par SEM. Tsok James BOT, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies aux Comores.

Pour la première fois, le Forum s'est réuni de façon hybride (en présentiel et en ligne), offrant la possibilité aux ambassades et organisations basées en dehors du

pays de participer directement aux échanges.

Les échanges ont été focalisés sur l'opérationnalisation du cadre de suivi de la stratégie nationale de développement et de coordination des partenaires au développement : le Dispositif de suivi de la mise en œuvre du Plan Comores Emergent (DISMO). Le Forum s'est penché sur les appuis en cours des partenaires au développement et les nouvelles propositions de la partie nationale, portées par le Commissariat Général au Plan, pour renforcer la gestion du développement notamment le suivi, l'évaluation et la coordination des actions d'appui au développement. Les membres du Forum ont souligné l'importance du DISMO dans le partenariat pour le développement avec un renforcement du dialogue et une meilleure coordination des interventions des parties prenantes. Le Forum réitère sa disponibilité à accompagner l'opérationnalisation de ce dispositif.

Le Forum a aussi abordé diverses questions : la situation socioéconomique du pays et la nécessité d'accroître le soutien aux personnes les plus vulnérables ; la perspective d'élections législatives et municipales prévues début 2025, et la volonté que ces élec-

tions soient participatives, justes et transparentes et qu'elles se déroulent dans un climat de paix et de respect de l'État de droit. Le Forum a évoqué, également, l'évolution de la situation des urgences humanitaires notamment la menace du virus Mpox que l'OMS vient de déclarer d'urgence de santé publique de portée internationale. Le Forum a été informé des premières mesures prises pour renforcer les contrôles aux frontières et préparer l'éventuelle riposte.

Les membres du Forum restent mobilisés à soutenir les Comores dans la réalisation des priorités nationales de développement et la réalisation des objectifs de développement durable.

James Tsok Bot,
Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies
Président du Forum des Partenaires au Développement des Comores

*Le FPaD est une plateforme de coordination et de réflexion stratégique qui regroupe l'ensemble des partenaires techniques et financiers accrédités auprès de l'Union des Comores, notamment les membres du Corps diplomatique, le Système des Nations Unies et l'Union Européenne.

BOURSE TWAMAYA YA MAWUDU:

Vingt-huit bénéficiaires

La Meck Moroni a procédé ce vendredi 06 septembre, à la dixième remise des bourses d'excellence « Twamaya ya Mawudu ». Au total, 28 bacheliers(es) ayant obtenu les mentions Assez-bien, bien et très bien sont bénéficiaires de ladite bourse.

28 bacheliers (es) se sont vu remettre leurs bourses d'excellence. Estimées à une valeur de 35 millions de francs comoriens, ces bourses sont un engagement annuel pour la Meck Moroni. Elle consiste à appuyer les élèves motivés dans l'éducation. Lors de cette dixième

édition, la directrice exécutive de la Meck Moroni, Farida Moilime a rappelé que depuis 2015, la Meck Moroni octroie 28 bourses en faveur des bacheliers qui souhaitent poursuivre leurs études supérieures soit au pays, soit à l'étranger. « Cette année, 14 étudiants partiront à l'étranger et 14 poursuivront leurs études aux Comores », avance-t-elle.

Et de poursuivre : « pour les étudiants au niveau international, la bourse octroyée est de 150.000 fc par mois et ceux qui étudient au niveau national elle est de 50.000 fc. Ils étaient nombreux à vouloir bénéficier de cette bourse mais nos

moyens sont assez faibles pour tous les soutenir. La sélection de 28 bénéficiaires était difficile car cela devait se faire proportionnellement à nos moyens. En tout cas, nous sommes très convaincus que cette bourse contribue positivement au développement éducatif du pays et apporte un soutien majeur aux familles des bacheliers ».

La politique selon laquelle la Meck Moroni appuie favorablement l'éducation nationale est soutenue par le premier administrateur de l'Université des Comores. « Cette bourse octroyée chaque année, par la Meck Moroni contribue à l'éducation nationale, toute-

fois il faut encourager les bacheliers à poursuivre leurs études au niveau national. Surtout maintenant que l'université est en cours de modernisation. Les filières dont dispense l'université des Comores n'attendent plus que d'être valorisées par les bacheliers locaux. En ce sens, on donne plus d'importance aux missions de l'université », souligne Ibouroi Ali Tabibou.

Cette philosophie de donner sens aux missions de l'université des Comores a été reprise par Daniel Ali Bandar représentant du gouvernement lors de cette cérémonie. « Acceptons que étudier à l'étranger est une option mais quand il

s'agit de servir le pays, la plupart des employés dans nos administrations publiques sont des ressortissants de l'université des Comores. C'est dire que le pays a besoin de vous. Surtout revenez avec des maîtrises incontestables dans tous les domaines car le pays est toujours demandeur de professionnels ». Selon ce haut responsable du pays, la plupart des bénéficiaires de la bourse sont encore jeunes. Ces derniers peuvent servir le pays après quinze années d'études.

Kamal Gamal

ELECTRICITÉ

Vers la digitalisation de la Sonelec

La société nationale d'électricité des Comores (Sonelec) a réuni samedi 07 septembre dernier les préfets des différentes régions de Ngazidja pour les informer que bientôt elle va passer à la numérisation. Tous les compteurs électriques seront remplacés par des nouveaux compteurs dit « intelligents » supposés faciles à charger le courant via les comptes Mvula, Huri Money ou Holo.

Après plusieurs mois de travail et de préparation, la Sonelec va bientôt se lancer dans le monde digital. La société nationale d'électricité a

reçu 100 000 nouveaux compteurs électriques intelligents. C'est cette optique qu'elle a rassemblé les préfets des différentes régions ce samedi 07 septembre, pour leur annoncer le passage à la numérisation pour bientôt. En effet les compteurs électriques seront remplacés par des nouveaux compteurs intelligents faciles à charger le courant via le compte Mvula, Huri Money ou Holo. Les représentants de l'Etat prendront le relais à leur tour pour sensibiliser la population de leur région.

« Le gouvernement avec l'appui financier de la Banque mondiale a lancé depuis 2023 le Projet d'Accès de l'Energie

Solaire aux Comores (PAESC). Et depuis le lancement de ce projet dont la Sonelec est bénéficiaire, nous travaillons énormément pour sa concrétisation. Dans ce monde où nous vivons tout est numérisé. Et la Sonelec doit emboîter le pas en suivant l'évolution numérique afin de faciliter aussi nos clients. Dans le cadre de ce projet la société va recevoir officiellement le mercredi prochain 100 000 nouveaux compteurs électriques intelligents. Ces compteurs sont très efficaces par rapport aux autres, ils n'ont ni carte ni quoi que ça soit. Pour recharger le courant, il suffit d'avoir un compte Mvula, Huri Money ou Holo. D'où

notre partenariat avec ces institutions », a fait savoir le paron de Sonelec Soilihi Mohamed Djounaid.

Et de poursuivre qu'après la réception, « la société va entamer bientôt une opération d'installation de ces nouveaux compteurs. Chaque client aura un nouveau compteur. Cela évitera le déplacement, il suffit d'avoir ces trois comptes pour pouvoir recharger le courant. C'est pourquoi nous avons invité ces hauts responsables des régions pour les sensibiliser afin qu'ils aillent faire la même chose dans leur région. Des techniciens seront déployés pour accompagner ces préfets pour une

meilleure sensibilisation. Sachant que cette opération de sensibilisation aura lieu dans les autres îles ».

Les préfets ont salué l'initiative, qualifiée de « louable ». « Cela nous donne l'espoir que bientôt il n'y aura plus des coupures d'électricité. Comme vous l'avez entendu nous allons sensibiliser les chefs des villages ainsi que les citoyens de nos régions. Le but est de les informer de l'installation des nouveaux compteurs et surtout de bien collaborer et accueillir les agents de Sonelec », a expliqué Ali Youssouf préfet de Hambou.

Nassuf Ben Amad

CONGRÈS HANDICAPITÉS :

Le sport et le travail, leviers d'intégration

Après la clôture des jeux paralympiques 2024, la maison de l'UNESCO accueillera ce lundi 09 septembre à Paris, le congrès handicapé. Un événement dédié à l'inclusion des personnes en situation de handicap à travers le sport et le travail. Organisé par l'ambassadeur et délégué permanent de l'Union des Comores à l'Unesco Mohamed Bajrafil et Nathalie Kesler, ce congrès va regrouper les acteurs clés du monde sportif, médical, associatif et institutionnel à l'instar du président comorien Azali Assoumani.

Des conférences, des tables rondes et des moments artistiques, seront centrés sur l'idée d'inclure les handicapés dans le monde professionnel. Ce congrès vise à répondre aux inégalités auxquelles font face les personnes en situation de handicap. Selon le magazine-Divas, cet événement abordera la manière dont le sport peut servir de levier pour l'intégration

sociale et professionnelle des personnes handicapées. Pour cette occasion, le délégué permanent de l'Union des Comores à l'Unesco, Mohamed Bajrafil a expliqué dans une vidéo de Fcbk-Fm que les

Comores auront la chance de participer à ces échanges qui préconise que chaque individu, quelle que soit sa capacité, peut contribuer à la société. Un pont qui servira de seuil pour les marginalisés à se sentir

acceptés. « Chez nous les gens ont tendance à être empathique envers eux, voire avoir honte pourtant quand on les interroge, ils ne demandent qu'à être acceptés », souligne-t-il.

Et de continuer : « ce congrès handicapés est un pas important vers un monde plus inclusif, car les entreprises, les institutions et le grand public seront mobilisés autour de la nécessité d'adopter des politiques inclusives et de créer un environnement où chaque personne, quelles que soient ses capacités, puisse s'épanouir ». Cet événement rentre dans le cadre de la perception qu'ont les personnes valides envers ceux considérés comme non valides. « Nous sensibilisons les pays pour que les personnes valides changent de vision et perçoivent les personnes en situation d'handicap positivement », précise-t-il. Et d'ajouter que « le vocabulaire qu'on leur attribue est péjoratif donc, il est très important de le permuter en commençant par changer notre mentalité et traiter

les autistes, aveugles ou autres normalement ».

Selon le magazine-Divas, plusieurs thèmes égaieront cette journée, à l'instar de la question de l'intégration des personnes handicapées par le sport. Ce dernier mettra en œuvre des experts de la transposition du modèle sportif au monde socioprofessionnel. Ensuite, celui de l'intégration des handicapés dans le monde professionnel, avec des représentants d'associations et des experts en emploi et handicap. Enfin, un sujet sur l'éducation et prévention, qui abordera l'importance de la formation et de la prise en compte des handicaps dans la société. La journée se conclura sur les actions à mettre en œuvre pour renforcer l'inclusion. Notons que, ce congrès se tiendra tous les deux ans. Et la création d'un fonds mondial social et culturel pour les handicaps sous l'égide de l'UNESCO sera très prochainement concrétisée.

Mohamed Ali Nasra



S.E Dr Mohamed-Soyir Bajrafil, ambassadeur et délégué permanent de l'union des Comores auprès de l'Unesco avec Nathalie Kesler. DR(Diva Magazine).

Accélérer l'atteinte des ODD aux Comores :

Retour sur trois initiatives récentes et les perspectives en présence



Par Tsok James Bot,
Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies aux Comores

Cela fait trois mois depuis que je suis dans ce beau pays, l'Union des Comores. Je découvre combien, plus que jamais, il est à un moment charnier de son histoire : d'un côté, il regorge d'opportunités immenses ; d'un autre côté, il connaît de nombreuses fragilités. Cette situation présente des risques majeurs pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), le cadre global pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète, garantir la prospérité et la paix pour tous d'ici 2030.

La réalisation de ces objectifs est essentielle non seulement pour répondre aux défis socio-économiques existants, mais aussi pour préparer l'avenir du pays, un petit Etat insulaire en développement, face aux incertitudes climatiques et géopolitiques. Le dernier Rapport National Volontaire présenté en juillet 2023 par le Gouvernement au Forum Politique de Haut Niveau, à New York, fait ressortir des progrès réalisés par les Comores en termes de réalisation des ODD. Cependant, à mi-chemin de l'agenda 2030, le rapport tire la sonnette d'alarme sur les retards accusés, notamment en matière de sécurité alimentaire, d'accès à l'énergie, à l'eau et à l'éducation de qualité, d'équité et égalité ou encore de gestion durable des ressources naturelles.

Je souhaite partager avec vous les réalisations clés de trois initiatives mises en œuvre conjointement par le gouvernement et les agences des Nations Unies et financées par le Fonds Conjoint des Nations Unies pour les ODD (FCNU-ODD) pour accélérer la réalisation des ODD aux Comores.

1. Mise en place d'un Cadre national de financement intégré du développement :

La première initiative financée par le FCNU-ODD, pilotée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), vise à renforcer le cadre et l'écosystème de financement des ODD aux Comores. Lancé en 2020 et conclu en 2022, elle a permis de doter le pays d'un Cadre National de Financement Intégré du développement.

Le projet a permis au pays de se doter d'outils clés pour le financement : une évaluation du financement de développement (DFA) retraçant d'une part, les principaux flux financiers du pays et d'autres parts les forces et faiblesses du pays en matière du financement de développement ; une stratégie nationale de financement du développement incluant des mécanismes novateurs ; la mise en place d'un comité de surveillance du cadre national de financement intégré du développement.

Le projet a accompagné l'Administration Générale des Impôts et Domaines (AGID) dans la mobilisation des ressources domestiques à travers quatre volets : le contrôle des dossiers fiscaux, le recensement des personnes assujetties à l'Impôt sur les Revenus Fonciers, la maîtrise des procédures comptables OHADA et la dotation d'équipements informatiques et roulants (motos et véhicule).

Le projet a, aussi, appuyé la réalisation d'une étude sur l'économie informelle en 2023 pour mieux comprendre ce secteur significatif de l'économie comorienne. Dans le même ordre d'idée, il a appuyé le renforcement des capacités nationale en élaboration des comptes nationaux de la santé.

2. Des évidences pour aider la prise des décisions face aux crises alimentaires et énergétiques :

Conduit par quatre agences onusiennes (PNUD, FAO, UNFPA et UNICEF), la deuxième initiative a porté sur l'amélioration de la résilience des Comores face aux crises, notamment en fournissant au pays des données à jour pour la prise de décision dans les domaines de la sécurité alimentaire et énergétique dans un contexte mondial dominé par la sortie de la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine.

Plusieurs études d'impact ont fourni des informations précieuses pour l'élaboration de politiques publiques et la prise de décision tenant en compte de la réalité de l'impact de la crise aux Comores : une étude sur les conséquences socioéconomiques de la crise énergétique sur les ménages, mettant en lumière les vulnérabilités spécifiques des groupes les plus défavorisés ; une étude de l'impact de la guerre sur la sécurité alimentaire ; une étude d'impacts socioéconomiques de la crise énergétique sur les ménages ; une étude de l'impact sur les femmes, les jeunes et les enfants ; le renforcement des mécanismes de suivi de la situation des enfants souffrant de malnutrition sévère aigue.

3. Mise en place d'un système statistique numérisé et accessible :

Le troisième projet, initié en janvier 2022, vise à moderniser le système statistique national en le rendant plus accessible au public. Soutenu par un consortium de quatre agences (UNFPA, OMS, PNUD et CNUCED), le projet vise l'amélioration de la diffusion des données nécessaires au suivi des ODD.

La première réalisation du projet est l'appui à l'organisation des États Généraux de la Statistique en janvier 2022. Réunissant les acteurs impliqués dans la production et l'utilisation des données statistiques, ils ont recommandé l'élaboration d'une nouvelle Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS 2025 -2029) qui prenne en compte les défis du Système Statistique National.

Il me plaît de mentionner une autre réalisation phare : la création du portail Open Data Comores (<https://opendata-comores.org/>). Piloté par l'INSEED, cette plateforme numérique offre un accès libre et gratuit à une multitude de données statistiques. Il est conçu pour répondre aux besoins des décideurs, des chercheurs et du grand public.

Dans le même ordre d'idées, le projet a soutenu le renforcement des capacités de production des données sanitaires à travers : la formation de plus de 150 gestionnaires du système DHIS2, la plateforme internet de gestion des données sanitaires ; l'élaboration des bulletins et annuaires statistiques sanitaires ; l'élaboration des comptes nationaux de la santé.

Perspectives : Renforcer le partenariat autour des six domaines de transition pour accélérer les ODD

Le Plan Comores Emergent, aligné aux ODD, donne les priorités nationales de développement d'ici 2030. Avec une volonté commune et un partenariat renforcé avec les partenaires des Comores, y compris le secteur privé, nous pouvons réaliser des progrès significatifs dans l'atteinte des ODD.

Je souhaite un renforcement de notre partenariat autour des six domaines de transitions prioritaires pour accélérer la réalisation des ODD : les systèmes alimentaires pour garantir la sécurité alimentaire ; l'accès à une Energie abordable et durable en priorisant les technologies vertes et la création d'un cadre réglementaire attractif pour les investissements dans les énergies renouvelables ; la connectivité et les infrastructures numériques ; la transformation du système éducatif en adéquation avec les besoins de l'économie nationale ; la création d'emplois décents et la protection sociale ; le changement climatique, la biodiversité et la gestion des ressources naturelles.

L'Equipe de Pays des Nations Unies réitère sa disponibilité à soutenir une feuille route nationale visant l'accélération des ODD et mettant l'accent la durabilité, sans laisser personne de côté.

Marahaba mendji !

DISPARITION DE L'ARTISTE BOURGUIBA GUIBS

Une onde de choc émotionnelle

Au soir du 5 septembre, la nouvelle du décès de l'artiste, a commencé à circuler au conditionnel. Personne n'osant croire à une nouvelle aussi tragique. Au fil du temps, la toile s'empare de la nouvelle, et les témoignages affluent des quatre coins du pays et de l'hexagone où résidait l'artiste. Il serait décédé d'une crise cardiaque.

Pour la journaliste Faiza Soulé Youssouf qui le connaissait bien, elle résume ici, la quintessence de « l'artiste qui nous a fait aimer ou découvrir de vieilles chansons comoriennes. Qui a chanté avec intensité, l'amour, le travail, la dignité. L'artiste si simple, un peu introverti. Dont le regard s'illuminait, dont le visage s'irradiait quand il chantait. Seulement quand il chantait. L'artiste si solidaire. Solaire aussi. Il était lumineux. Bourguiba n'est plus. À cet âge, on peut se penser immortel. Alhamdulillah. Bourguiba n'est plus. Il est mort jeune, trop jeune. Il était trop jeune pour mourir. Ces derniers temps, l'on sentait que le chanteur cherchait à acquérir une dimension nouvelle. Lui qui d'ordinaire était si doux, si gentil, l'on sentait poindre une colère. Il voulait plus pour les artistes, plus pour la culture, plus pour le pays, plus pour la répu-

blique. Tu aimais tant ton pays malgré tout. Alhamdulillah ».

Pour Fahad Youssouf : « Un prodige fulgurant s'éteint. Il a illuminé la scène artistique comorienne et régionale. Il est parti de ses œuvres, mélange brut de graffitis, de poésie et de dénonciation sociale, capturent une énergie sauvage et un cri contre l'injustice. Mort jeune, le regretté a laissé une empreinte indélébile, transcendant le monde de l'art contemporain, incarnant l'éphémère d'une jeunesse brûlée par son propre génie ». Quant au site « Djoumoichongo Info », Bourguiba en tant qu'auteur, compositeur et interprète : « a su toucher le cœur de la communauté avec des chansons intemporelles. Parmi ses œuvres les plus populaires, "Biashara" a rencontré un succès retentissant, résonnant bien au-delà des frontières des Comores. Sa chanson "Rohoni" et bien d'autres, continuent de vivre dans les mémoires, laissant une empreinte indélébile dans l'univers musical ».

En marge de ce décès, une polémique a fait jour, dans la mesure où l'artiste Salim Ali Amir était programmé pour un concert à Marseille en cette période. Les uns demandant le report de l'événement à la mémoire du défunt et les autres mettant en

avant l'impératif de répondre à des obligations professionnelles de longue date. Dans tous les cas, ce débat a le mérite de mettre au premier plan la place des œuvres des artistes, qui pour certains, doivent être relégués au second plan après leur disparition. Un argument qui ne tient pas la route, dans la mesure où justement, ce sont ces œuvres qui en font leur renommée. Le débat est lancé et il appartient à notre société et à nos responsables d'y apporter des réponses pratiques et sortir des débats sans fins.

Bourguiba était un artiste engagé. Le 9 août dernier sur son mur Facebook, il avait écrit ceci : « Un jeune sans espoir c'est une bombe à retardement, ça fait longtemps que les gouvernants successivement ne cherchent pas une vraie solution, aujourd'hui on voit les conséquences avec la montée de la délinquance, la prostitution et le crime chez les jeunes. Et si vous ne faites rien le pays risque de devenir un 2ème Haïti ». Bourguiba à 47 ans, laisse une femme et deux enfants. La date de ses obsèques aux Comores dans la localité de Bandamadji-Itsandra, sera connue ce mercredi. Que Dieu le tout puissant, l'accueille en son Paradis.

Mmagaza



Union des Comores
Ministère de l'Environnement,
chargé du Tourisme



1- Le Projet Ulanga mali « Appui à la gestion durable des ressources et du territoire des Comores » est co-financé par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE), qui a délégué la gestion des fonds à l'AFD. Le projet s'inscrit notamment dans la programmation UE 2021-2027 d'appui au Plan Comores Emergent (horizon 2030), en particulier sur le programme Pacte vert et bleu (PVB).

Le projet est sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Environnement chargé du Tourisme (MET) de l'Union des Comores. Il est constitué d'une unité de gestion de projet (UGP) basée à Moroni et disposant d'une antenne à Mohéli. Le projet implique également le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat, en charge des affaires foncières et des transports terrestres (MATUAFFT) ainsi que le Parc National de Mohéli (PNM).

2- L'objectif global du projet est de contribuer à la gestion durable du territoire de l'Union des Comores, à la préservation des écosystèmes insulaires et à un développement socioéconomique inclusif et durable des populations des îles de Mohéli, Grande Comore et Anjouan. Trois objectifs spécifiques sont attendus :

• OS1. Renforcer le Parc national de Mohéli et identifier des sources de financement pérennes pour

l'exercice de ses missions, à savoir, la conservation de la biodiversité et le développement des communautés locales;

• OS2. Contribuer à l'opérationnalisation du schéma d'aménagement territorial (SAT) de Mohéli à travers une gestion intégrée des bassins versants vulnérables ; et

• OS3. Contribuer à une planification concertée de l'aménagement des territoires de Grande Comore et d'Anjouan, à travers l'élaboration des SAT de ces deux territoires.

3- Une partie du financement du projet est prévu de recruter le personnel de l'Unité de Gestion. Cet appel à candidature vise à recruter un Gestionnaire Comptable (GC) qui aura pour mission d'assurer le suivi et la **bonne exécution financière** du Projet, conformément aux orientations du document de conception et de l'accord de financement signé entre le Gouvernement des Comores et l'AFD, ainsi qu'avec l'UE dans le cadre du Pacte Vert et Bleu (PVB).

4- PROFIL :

• Être de nationalité Comorienne.
• Titulaire d'un diplôme de niveau Bac+3, équivalent Licence en administration, finance, comptabilité, audit et contrôle ou équivalent.
• Attester d'au moins 5 ans d'activités professionnelles dans la comptabilité.
• Avoir occupé un ou des postes au sein d'unités de

coordination de projets, et fournir les attestations de fin de mission et/ou bilans d'activités concluants.

• Bonnes connaissances en informatique (Internet, Power point, Traitement de texte, Tableur, logiciel de comptabilité...)
• Excellente maîtrise de la langue française (forte capacité de rédaction) ;
• Sérieux, organisé, autonome, sens de l'initiative, d'anticipation et esprit d'équipe.
• Rigueur, discrétion et sérieux dans le traitement d'informations confidentielles.
• Avoir une excellente maîtrise écrite et orale du français et de la langue comorienne.

5. DOSSIERS

• Letterer de motivation
• Cv
• Diplôme et Certificat
• Liste de trois personnes de références
• Deux photos

6- Les candidats intéressés à cet appel à candidature doivent déposer leurs dossiers au siège de l'UGP sis à Mdé ex CEFADER de **8h à 14h30 du lundi au Jeudi et de 8h à 11h30 le vendredi**. Ils peuvent aussi retirer l'ensemble des TDR au siège de l'UGP à l'adresse mentionnée ci-dessus.

7- Les candidats ont jusqu'au **vendredi 20 Septembre à 11h30** pour déposer leurs dossiers.



Union des Comores
Ministère de l'Environnement,
chargé du Tourisme



1- Le Projet Ulanga mali « Appui à la gestion durable des ressources et du territoire des Comores » est co-financé par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE), qui a délégué la gestion des fonds à l'AFD. Le projet s'inscrit notamment dans la programmation UE 2021-2027 d'appui au Plan Comores Emergent (horizon 2030), en particulier sur le programme Pacte vert et bleu (PVB).

Le projet est sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Environnement chargé du Tourisme (MET) de l'Union des Comores. Il est constitué d'une unité de gestion de projet (UGP) basée à Moroni et disposant d'une antenne à Mohéli. Le projet implique également le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat, en charge des affaires foncières et des transports terrestres (MATUAFFT) ainsi que le Parc National de Mohéli (PNM).

2- L'objectif global du projet est de contribuer à la gestion durable du territoire de l'Union des Comores, à la préservation des écosystèmes insulaires et à un développement socioéconomique inclusif et durable des populations des îles de Mohéli, Grande Comore et Anjouan. Trois objectifs spécifiques sont attendus :

- OS1. Renforcer le Parc national de Mohéli et identifier des sources de financement pérennes pour l'exercice de ses missions, à savoir, la conservation de la biodiversité et le développement des communautés locales;

- OS2. Contribuer à l'opérationnalisation du schéma d'aménagement territorial (SAT) de Mohéli à travers une gestion intégrée des bassins versants vulnérables ; et

- OS3. Contribuer à une planification concertée de l'aménagement des territoires de Grande Comore et d'Anjouan, à travers l'élaboration des SAT de ces deux territoires.

3- Une partie du financement du projet est prévu de recruter le personnel de l'Unité de Gestion. Cet appel à candidature vise à recruter le Responsable Technique – Suivi-Evaluation (RT-SE) qui a un rôle équivalent à un Coordonnateur Adjoint, avec une dimension technique marquée. A ce titre, il aura pour mission **d'assurer la bonne gestion et exécution technique du Projet, en cohérence avec la gestion financière de celui-ci, et en veillant à animer l'équipe technique de l'UGP mobilisée à Fomboni**, conformément aux orientations du document de conception et de l'accord de financement signé entre le Gouvernement des Comores et l'AFD, ainsi qu'avec l'UE dans le cadre du Pacte Vert et Bleu (PVB).

4- PROFIL :

- Être de nationalité Comorienne.
- Titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5, équivalent Master en agriculture/agronomie, aménagement du territoire, environnement, foresterie ou équivalent.
- Attester d'au moins 15 ans d'activités profession-

nelles dans la réalisation de projets en zone rurale.

- Avoir occupé un ou des postes à responsabilité au sein d'unités de coordination de projets, et fournir les attestations de fin de mission et/ou bilans d'activités concluants.

- Expérience personnelle dans la gestion administrative et financière de projets, si possibles sous financements extérieurs.

- Aptitudes reconnues dans la gestion d'équipes, ainsi que la dialogue multi-acteurs (institutions, acteurs non-étatiques, communautés bénéficiaires, etc.).

- Aptitude à utiliser les applications standards de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint).

5. DOSSIERS

- Letterer de motivation
- Cv
- Diplome et Certificat
- Liste de trois personnes de contact
- Deux photos récentes

6- Les candidats intéressés à cet appel à candidature doivent déposer leurs dossiers au siège de l'UGP sis à Mdé ex CEFADER de 8h à 14h30 du **lundi au Jeudi et de 8h à 11h30 le vendredi**. Ils peuvent aussi retirer l'ensemble des TDR au siège de l'UGP à l'adresse mentionnée ci-dessus.

7- Les candidats ont **jusqu'au Vendredi 13 Septembre à 11h** pour déposer leurs dossiers.



1- Le Projet Ulanga mali « Appui à la gestion durable des ressources et du territoire des Comores » est co-financé par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE), qui a délégué la gestion des fonds à l'AFD. Le projet s'inscrit notamment dans la programmation UE 2021-2027 d'appui au Plan Comores Emergent (horizon 2030), en particulier sur le programme Pacte vert et bleu (PVB).

Le projet est sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Environnement chargé du Tourisme (MET) de l'Union des Comores. Il est constitué d'une unité de gestion de projet (UGP) basée à Moroni et disposant d'une antenne à Mohéli. Le projet implique également le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat, en charge des affaires foncières et des transports terrestres (MATUAFFT) ainsi que le Parc National de Mohéli (PNM).

2- L'objectif global du projet est de contribuer à la gestion durable du territoire de l'Union des Comores, à la préservation des écosystèmes insulaires et à un développement socioéconomique inclusif et durable des populations des îles de Mohéli, Grande Comore et Anjouan. Trois objectifs spécifiques sont attendus :

- OS1. Renforcer le Parc national de Mohéli et identifier des sources de financement pérennes pour l'exercice de ses missions, à savoir, la conservation de la biodiversité et le développement des communautés locales;

- OS2. Contribuer à l'opérationnalisation du schéma d'aménagement territorial (SAT) de Mohéli à travers

une gestion intégrée des bassins versants vulnérables ; et

- OS3. Contribuer à une planification concertée de l'aménagement des territoires de Grande Comore et d'Anjouan, à travers l'élaboration des SAT de ces deux territoires.

3- Une partie du financement du projet est prévu de recruter le personnel de l'Unité de Gestion. Cet appel à candidature vise à recruter le Responsable de Passations de Marchés (RPM) qui aura pour mission d'assurer la bonne gestion et exécution des marchés passés dans le cadre du Projet, afin de contribuer à sa bonne redevabilité (technique et financière), conformément aux orientations du document de conception et de l'accord de financement signé entre le Gouvernement des Comores et l'AFD, ainsi qu'avec l'UE dans le cadre du Pacte Vert et Bleu (PVB).

4- PROFIL :

- Être de nationalité Comorienne.
- Titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5, équivalent Master en économie, gestion, droit, commerce ou équivalent.
- Attester d'au moins 10 ans d'activités professionnelles dans la passation de marchés.
- Avoir occupé un ou des postes à responsabilité au sein d'unités de coordination de projets, et fournir les attestations de fin de mission et/ou bilans d'activités concluants.
- Connaissance avérée et expérience pratique de

l'acquisition de biens et travaux, et l'acquisition de services de consultants dans le cadre des conditions de financement des projets de développement.

- Connaissances indispensables de la réglementation nationale en matière de passation de marchés publics.

- Aptitude à tenir de façon rigoureuse le plan de passation de marché du projet, selon les normes requises.

- Aptitude à utiliser les applications standards de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint).

- Avoir une éthique de travail et de bonne gestion des ressources publiques.

- Avoir de bonnes capacités d'analyse, d'organisation et d'excellentes compétences en communication et gestion de l'information.

5. DOSSIERS

- Letterer de motivation
- Cv
- Diplome et Certificat
- Liste de trois personnes de contact
- Deux photos récentes

6- Les candidats intéressés à cet appel à candidature doivent déposer leurs dossiers au siège de l'UGP sis à Mdé ex CEFADER de 8h à 14h30 du **lundi au Jeudi et de 8h à 11h30 le vendredi**. Ils peuvent aussi retirer l'ensemble des TDR au siège de l'UGP à l'adresse mentionnée ci-dessus.

7- Les candidats ont **jusqu'au Vendredi 13 Septembre à 11h** pour déposer leurs dossiers.

ELIMINATOIRES CAN 2025

Madagascar-Comores, vaincre le signe indien !

L'objectif dont rêvent tous les comoriens et les supporters des Coelacanthes en particulier c'est vaincre Madagascar. Après une première manche ratée contre les Barea à Johannesburg lors de la troisième journée des éliminatoires de la coupe du monde 2026, les deux voisins placés dans le même groupe A de cette qualification à la CAN, se retrouvent de nouveau pour un match qui promet.

Le mental n'est pas au beau fixe pour les Barea de Madagascar. Battu in extremis lors de la première journée (1-0) contre la Tunisie, les protégés de coach Roro, entament cette deuxième journée avec quelques doutes, alors que les Coelacanthes bien qu'ils aient été bousculés et malmenés par les gambiens sont parvenus à repartir avec le point du match nul. Contraint de jouer toutes les deux à l'extérieur faute de terrain homologués, les représentants de l'océan indien dans ces éliminatoires vivent mal cet éloignement loin de leurs, même si cette situation n'est pas appelée à perdurer.

Coté comorien, on nous dit que les prochaines échéances du mois

d'octobre et novembre peuvent bien se dérouler sur le sol comorien, tant les travaux avancent bien. Pour nos amis malgaches, le retour au Kianja Barea est estimé aux alentours du mois de mars 2025. « Il faut être réaliste et ne pas faire de fausses promesses. Notre souhait est que les Barea puissent jouer à domicile lors de la sixième journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2026, le 24 mars contre les Black Stars du Ghana », a résumé sur Midi-Madagascar, le nouveau ministre des Sports, Marson Moustapha, ancien directeur de cabinet de l'ex-président de la CAF, Ahmad Ahmad.

Loin de ces péripéties bureaucratiques, les joueurs, eux se concentrent sur ce qui doit se passer ce lundi, au stade de Radés. Coté comorien, cette confrontation revêt une double importance, décrocher les trois points de la victoire et se positionner dans la course à la qualification mais, surtout et peut être aussi le plus important, vaincre le signe indien en battant Madagascar pour la première fois, toutes confrontations confondues.

Le non match du 07 juin à Johannesburg reste en travers de la gorge des nombreux supporters



Entraînement des Verts. Photo (@ffc).

mais, aussi des joueurs qui s'étaient préparés pour renverser enfin, la tendance entre les deux meilleures nations de football de la région. Cette défaite a en tout cas servi de leçon aux coéquipiers de Ben Fardou qui savent malgré eux qu'un derby ne se joue pas mais, se gagne. Avec cette leçon de réalisme reçue à Johannesburg, les Verts sont mieux armés moralement pour aborder désormais le match le plus impor-

tant de ces éliminatoires.

L'incident survenu lors du match Tunisie-Madagascar, qui a vu la délégation comorienne interdire d'accéder au stade par les agents de sécurité du stade, est loin derrière les Verts. C'est la Fédération qui aurait pris le relais en écrivant à la CAF, plus particulièrement au Directeur des compétitions, Samson Adamu et au chef de département sécurité et sûreté, Dr Christian

Emeruwa pour dénoncer des pratiques graves et contraires à l'esprit sportif. Les joueurs et le staff, logés au Sheraton à Tunis ont poursuivi leur préparation dans la tranquillité en attendant le match de ce soir (19h à Moroni) qui se jouera au stade Hammadi Agrebi de Radés devant les nombreux supporters comoriens sur place.

Imtiyaz

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Direction Générale de l'Énergie des Mines et de l'Eau (DGEME)

Projet de Renforcement de la Gouvernance du Secteur Eau (PROGEAU)

Unité de Gestion de Projet (UGP)

CKM 1084 01V

Avis d'Appel d'Offres
(AAO)



Date : 05 août 2024

Référence : Marché des travaux de réhabilitation et d'extention de l'AEP de Nioumachoi

AOI No : AO/01/2024/DGEME/UGP/PROGEAU/AEP-Nioumachoi

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores (Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures – Direction Générale de l'Énergie, des Mines et de l'Eau) a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du « Projet de renforcement de la gouvernance du secteur de l'Eau (PROGEAU) en Union des Comores ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre des travaux de réhabilitation et d'extension du système d'adduction d'eau potable (AEP) de Nioumachoi (Mohéli).

2. L'Unité de Gestion du PROGEAU, pour le compte du Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures et de la Direction Générale de l'Énergie, des Mines et de l'Eau sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour exécuter les travaux de construction d'un nouveau captage, remplacement d'une partie de tuyaux pour l'adduction, construction d'un nouveau réservoir de 200m3 et construction d'une nouvelle unité de traitement ("les Travaux").

3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Coordinateur national du PROGEAU, Email : 2018.progeau@gmail.com et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à l'UGP/Direction Générale de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, Coulée de lave à côté de la Sonelec, Moroni – Comores, Tél. +269 3204818 de 8h00 à 16h00.

4. Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus.

5. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux des Documents Type de Passation de Marchés pour Travaux de l'AFD.

6. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 30 septembre 2024 à 12h00 (heure locale). Les Offres doivent comprendre une garantie de l'Offre pour un montant de 5 000 000 KMF.

7. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent le 03 octobre 2024 à 10h00 à l'adresse suivante : Direction Générale de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, Coulée de lave à côté de la Sonelec, Moroni – Comores.

8. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Ne pas avoir d'antécédents de non-exécution de marchés au cours des 5 dernières années.
- Ne pas avoir de litiges en instance.
- Disposer d'une capacité financière permettant de subvenir à un besoin de trésorerie à hauteur de :

- 200 000 euros
- Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 1 million d'euros (1 000 000 €) au cours des trois dernières années

- Expérience de marchés de construction à titre d'Entrepreneur principal, de membre de groupement, d'ensemblier ou de sous-traitant au cours des 5 dernières années à partir du 1er janvier de l'année 2019 : au moins 3 marchés de plus de 500 000 € .

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement



Union européenne

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE

Secrétariat Général

Projet d'Appui à la Gouvernance Financières (PAGF)

Acheteur : MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

AVIS DE DEMANDE DE COTATION OUVERTE

Date : 1er Août 2024.

Nom du Projet : **Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF)**

DC No : 2024/03/08/MFBSB/PAGF/AAO/F-DGI_PAGEF.

Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire a obtenu un co-financement de l'Agence Française de Développement et de l'Union Européenne pour financer le coût du Projet d'Appui à la Gouvernance Financières(PAGF). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce Co-financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du présent contrat « **Conception et livraison des Agendas Fiscaux de la DGI pour l'année 2025.** »

Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la conception et la livraison d'équipement.

Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet d'Appui à la Gouvernance Financières(PAGF) à l'attention du Coordonnateur du Projet –Email : coordination.pagfcomores@gmail.com, copie à coordon.pagfcomores@gmail.com et rpm.pagfcomores@gmail.com et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres dans l'adresse mentionnée ci-dessus du Lundi au Vendredi entre 08 heures et 16 heures (heure de Moroni-Union des Comores). Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de **vingt mille francs comoriens (20 000 KMF)** . La méthode de

paiement sera en espèce.

Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard, le **Mercredi 18 Septembre 2024 à 09 heures et 05 minutes** . Les Offres doivent comprendre « **une garantie de soumission d'un montant total de 3% par rapport à l'Offre** ».

Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-après : Salle de conférence du Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire-Moroni Place de l'Indépendance, le **Mercredi 18 Septembre 2024 à 10 heures et 10 minutes-heure de Moroni-Union des Comores.**

Les offres reçues tardivement seront rejetées automatiquement.

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Projet d'Appui à la Gouvernance Financières(PAGF) A l'attention de M. Ahamada Ali Mmadi, Coordonnateur National du Projet-Adresse : Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire-Place l'Indépendance-Fax : Moroni / B.P : 324 -Email : coordination.pagfcomores@gmail.com, copie à coordon.pagfcomores@gmail.com et rpm.pagfcomores@gmail.com-
Tél : +269 332 60 09/ 349 67 76.



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

ASELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Appel à candidature pour le recrutement d'un consultant pour l'élaboration de la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF)

Date de l'avis : 30 Août 2024

1. Généralités :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : un consultant chargé de l'élaboration de la stratégie nationale d'inclusion financière

2. Objectif :

Le principal objectif de la stratégie nationale d'inclusion financière sera de garantir l'accès équitable à des services financiers adaptés et abordables pour l'ensemble de la population, en particulier les groupes marginalisés et vulnérables. Cette stratégie permettra de créer un environnement propice à l'inclusion financière, favorisant ainsi la croissance économique inclusive, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du bien-être social.

À travers des mesures ciblées et des partenariats stratégiques, la stratégie contribuera à éliminer les obstacles qui limitent l'accès aux services financiers, tels que la dis-

tance géographique, le coût élevé, le manque d'éducation financière et les discriminations sociales. Elle cherchera également à promouvoir l'utilisation responsable des services financiers, en renforçant les capacités des individus à gérer efficacement leurs finances et à prendre des décisions éclairées.

En somme, ce projet vise à combler ces lacunes et à favoriser de plus grandes opportunités financières pour tous les comoriens.

3. Durée du travail du consultant :

La mission est prévue pour une durée de 60 jours / homme sur une durée de 06 mois.

4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi de 08h00 à 15h00 et le vendredi de 08h00 à 10h30 heure locale (GMT+3).

5. Les dossiers de manifestations d'intérêts doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **mercredi 12 septembre 2024 à 10 h 30** avec la

mention : **le recrutement d'un consultant pour l'élaboration de la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF)**. Les dossiers de manifestations d'intérêts peuvent également être soumis par voie électronique.

6. L'Unité de Gestion du Projet ADSF invite les candidats à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services : lettre de motivation signée, CV détaillé, copies des diplômes, références concernant l'exécution de contrats analogues (attestations, lettres de recommandation...).

7. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Madame la Coordinatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : + 269 773 10 02
Email : Housna.UGP@banque-comores.km –
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km